

## L'Afrique minée par les conflits : les véritables enjeux de l'action humanitaire

Hassan Ba

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/675>

ISSN : 1663-9669

### Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1999

Pagination : 83-87

ISSN : 1660-5934

### Référence électronique

Hassan Ba, « L'Afrique minée par les conflits : les véritables enjeux de l'action humanitaire », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 18 | 1999, mis en ligne le 12 juillet 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/675>

---

---

# L'AFRIQUE MINÉE PAR LES CONFLITS : LES VÉRITABLES ENJEUX DE L'ACTION HUMANITAIRE

---

HASSAN BA\*

---

L'AFRIQUE connaît aujourd'hui des guerres et des conflits qui ont des conséquences humanitaires catastrophiques, notamment pour les couches les plus vulnérables de la société : femmes, enfants, minorités ethniques, religieuses ou culturelles. Ces crises occasionnent aussi des mouvements massifs de populations réfugiées et déplacées (Rwanda, Burundi, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Angola.)

Cette nouvelle situation n'a pas manqué d'interpeller la communauté internationale qui, dans bien des cas, s'est sentie dépassée par l'ampleur des drames, voire impuissante à agir pour sauver ou protéger les victimes. Des décideurs politiques des pays du Nord ont commencé à s'interroger et, au-delà, à imaginer des pistes neuves afin d'adapter les outils et les moyens de la coopération internationale aux contextes nouveaux de crises, chaque jour plus complexes.

Néanmoins, il est essentiel d'aller au-delà des énoncés politiques vertueux, ou de relire les pétitions de principe à la lumière des vécus historiques et des préoccupations fondamentales des bénéficiaires de l'aide internationale. Autrement dit, que nous apprend la réalité concrète du Kivu, de l'Angola, etc. ? Comment est vécue, au quotidien, la relation entre ceux qui reçoivent l'aide et ceux qui la donnent ? Quels sont les enjeux majeurs, pour l'Afrique, du débat sur le couple urgence/ développement ?

Les conflits dont il est question se caractérisent par certains points communs :

- ❑ les acteurs de la violence sont essentiellement des jeunes, pour qui la violence est un mode de vie et un moyen de renforcement de leur statut social ;
- ❑ la « banditisation » des groupes armés, la décomposition des mouvements de rébellion et la crise de l'autorité de l'Etat en leur sein ;
- ❑ la connexion entre certains groupes armés et des éléments du « banditisme international » en phase de redéploiement stratégique en Afrique par le biais du trafic de drogue, d'armes, de fausse monnaie et de matières premières ;
- ❑ la restructuration politico-militaire de groupes régionaux, rendue possible par l'affaiblissement de l'Etat et la perméabilité des frontières ;
- ❑ la prolifération des dépenses militaires (achat d'armes, munitions et équipements des belligérants).

Ces conflits, par-delà leurs caractéristiques communes, connaissent une complexité et une ampleur jusque-là ignorées :

- ❑ la non-ingérence dans les affaires intérieures consacrée par la Charte de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) limite la capacité d'intervention

\* Secrétaire général de Synergies Africa, Genève.

collective à l'échelle continentale, alors que des Etats interviennent militairement dans des conflits de manière unilatérale et hors mandat (Guinée-Bissau, République démocratique du Congo, Lesotho) ;

- l'absence de dialogue structuré et dynamique entre les chercheurs, les décideurs politiques et les leaders de la société civile réduit la possibilité d'anticiper les événements et de prévenir efficacement les conflits ;
- la disparition et la marginalisation des mécanismes traditionnels de régulation et de gestion des conflits. Ces mécanismes concernaient particulièrement la gestion pacifique de la cohabitation entre agriculteurs et éleveurs, et les litiges étaient réglés de manière publique (l'arbre à palabres) en faisant appel, en Afrique de l'Ouest par exemple, aux relations spéciales entre clans selon la tradition de cousinage à plaisanteries.

**T**OUT en rendant hommage aux actions méritoires des organisations humanitaires – soutenues par les pays donateurs –, il est important de relever que la faiblesse majeure de leur approche se situe au niveau de leur relation avec ce qu'on peut nommer les capacités endogènes africaines. Contrairement à certains préjugés, les sociétés africaines ne restent pas inactives face aux conflits qui les déchirent. Plusieurs acteurs locaux interviennent afin de gérer les conflits qui surviennent et d'apporter assistance aux victimes : c'est le cas des populations qui accueillent les personnes réfugiées et déplacées malgré leur extrême dénuement ; c'est le cas aussi de certaines chefferies traditionnelles en Afrique de l'Ouest, des associations de femmes, des ONG des droits de l'homme, des coopératives paysannes, etc.

Toutes ces forces dynamiques et entreprenantes constituent une nouvelle société civile. Celle-ci a émergé ces dernières années à la faveur des désengagements et/ou des affaiblissements des Etats assujettis aux programmes d'ajustements structurels ; dans certains domaines, la société civile est aussi l'héritière des traditions africaines de solidarité et de responsabilité.

Malheureusement, dans de nombreuses situations humanitaires, les acteurs internationaux et les gouvernements du Nord ont accordé peu d'importance à ces balbutiements prometteurs. Pis : au nom de l'efficacité opérationnelle, on a assisté soit à l'instrumentalisation de ces acteurs, soit à leur marginalisation. Les conséquences de cette situation sont désastreuses : la confiance en soi des populations et de leur élite est écrasée. L'image de l'Afrique quémandeuse ne cesse de se renforcer, favorisant une certaine fatalité du désespoir en Afrique même.

La multiplicité des acteurs exogènes aux agendas variés et concurrentiels favorise l'atomisation des capacités locales, leur balkanisation ; il existe dès lors une véritable rupture de mémoire entre les actions endogènes dans les situations d'urgence et celles qui sont menées dans les situations de paix. Cette coupure entraîne une ignorance des acquis institutionnels locaux, favorise le gaspillage des ressources et compromet une continuité entre les différentes phases des crises.

En effet, le schéma classique de différenciation entre urgence, réhabilitation et développement est une sorte d'imposture opérationnelle qui reflète plus les différences entre les acteurs extérieurs – chaque jour plus spécialisés – que la réalité concrète du terrain. Les acteurs locaux qui travaillent dans l'urgence sont

souvent les mêmes qui opèrent dans les autres phases, avec comme particularité le fait qu'ils ne cessent de s'adresser à des interlocuteurs différents selon les périodes.

D'où vient cette disqualification des acteurs endogènes ? Plusieurs raisons peuvent être avancées :

- ❑ la faiblesse politique et opérationnelle des acteurs locaux leur enlève une grande part de leur crédibilité ;
- ❑ de la part des acteurs extérieurs, la méconnaissance des fondements culturels, des traditions et des évolutions sociologiques entraîne des fautes de stratégie et d'analyse et nuisent à l'efficacité durable des opérations ; en effet, à quoi servent la diffusion des normes humanitaires ou la distribution des sacs de riz si les bénéficiaires n'obtiennent pas tout le respect dû à leur dignité, si les victimes ne sont pas appréciées comme sujet actif d'une histoire continue, si les destinataires de messages ne s'en réapproprient pas le contenu afin de s'y identifier ?
- ❑ l'action humanitaire reste dans bien des cas captive de l'idéal missionnaire et philanthropique.

**E**N AMONT des crises humanitaires, des malentendus plus fondamentaux semblent exister entre les acteurs politiques du Nord et une importante partie de l'élite africaine. En premier lieu, là où les analystes occidentaux ne voient, dans les conflits africains, que des régressions humanitaires, des menaces pour la sécurité collective et des coûts financiers pour le contribuable, des responsables africains sentent et identifient parfois des fenêtres d'opportunités politiques pour des changements majeurs, allant dans le sens de la mise en place d'un nouvel ordre institutionnel résultant d'un compromis, certes douloureux, mais durable, entre un Etat postcolonial affaibli et délégitimé, et une société civile dynamique et représentative des intérêts divers de nouveaux acteurs sociaux en milieux urbain et rural. De ce fait, vouloir coûte que coûte, et dans tous les cas, stabiliser les situations débouche sur un statu quo politique qui obère l'accouchement d'autres avenir possibles.

Deuxième malentendu : l'aide en général, et l'action humanitaire en particulier, se donne à voir comme si elle était pure dans ses intentions et ses intérêts ; comme si elle ne s'inscrivait pas dans des carrefours interculturels et affectifs, oubliant que les acteurs humanitaires sont aussi à la recherche d'enrichissement, de découvertes et de réenchantement, parce qu'ils viennent de sociétés occidentales déboussolées, anxieuses et envahies par les technostructures. La logique de la standardisation et la spécialisation bureaucratique, bref, du « taylorisme humanitaire », compromet les ultimes vertus du geste, à savoir s'élever moralement en se donnant et en donnant aux autres.

Par ailleurs, les Africains se sentent piégés dans le contexte actuel où existe une sorte de primauté des sentiments et des fiévreux bricolages dans les architectures de la coopération internationale. Ainsi, la mode actuelle est de contourner les élites issues de la société civile africaine et de chercher à travailler directement avec le « peuple concret », par le biais des microprojets, des micro-entreprises et des micro-initiatives.

Les exemples récents des conflits dans la région des Grands Lacs montrent que là où une élite politique responsable et digne est absente, les constructions matérielles et institutionnelles, fussent-elles populaires, ne peuvent résister aux vagues des guerres et de la corruption.

L'AFRIQUE ne souffre pas d'absence de mobilisation des populations. Elle souffre de l'absence d'une nouvelle élite politique, porteuse de rêves et de visions, capable de cristalliser les aspirations et de susciter et accompagner les nécessaires transformations sociales.

Nous l'avons constaté : les modes intellectuelles récentes ont ceci de pernicieux qu'elles ont suscité les mises à mort lentes des Etats africains au nom du libéralisme et de la renaissance de la société civile. Or, l'affaiblissement des Etats, notamment de l'autorité légale et administrative, constitue un facteur essentiel d'aggravation et de déstructuration des conflits (chaos, pillages, etc.). L'histoire récente en Afrique enseigne que la mort de l'Etat signifie la criminalisation des économies et des conflits ainsi que la privatisation des violences, et surtout qu'elle entraîne l'incapacité de la société civile à agir dans cet environnement d'insécurité. Le défi majeur qui se pose aux responsables africains d'aujourd'hui est de répondre à la question suivante : « Comment renforcer l'Etat de droit en Afrique, lui (re)donner une légitimité politique et sociale sans recréer le type d'Etat postcolonial omniprésent et fondé sur le clientélisme et la marginalisation de la société civile ? »

Dans un contexte délicat de redressement et d'assainissement des économies, les responsables attendent davantage de leurs partenaires : des investissements financiers et l'aide au développement.

L'Afrique n'est-elle pas mûre pour créer des entreprises et des emplois ? N'est-elle pas prête à exporter des produits vers les marchés du Nord ? Ouvrir les marchés et lever les barrières douanières et tarifaires constitue l'acte le plus attendu de la nouvelle coopération appelée de tous les vœux.

POUR CONCLURE, il faut redire avec force que le temps est venu pour les responsables africains de déterminer leur propre responsabilité dans la situation qui leur arrive ; ils y gagneront en maturité politique et en crédibilité sur la scène internationale. Redire aussi qu'en dépit des crises spectaculaires, la vraie tendance, souterraine, durable, est à la renaissance de l'Afrique ; de nombreux signes l'attestent : la croissance économique revient petit à petit, la gestion des biens publics devient plus transparente, l'Etat de droit s'impose ici et là.

L'issue reste toutefois incertaine, d'où l'urgence d'accompagner cette sortie du tunnel par la réhabilitation et la promotion d'une nouvelle génération politique, d'une élite à la hauteur des enjeux, dans le sens de la promotion d'un véritable partenariat entre les acteurs internationaux et locaux. Ce partenariat pourrait se réaliser à travers quelques initiatives majeures :

- promouvoir les organisations nationales, régionales et locales africaines de manière à accroître leur efficacité opérationnelle, leur crédibilité et leur visibilité ;
- apporter un appui institutionnel adapté aux besoins des partenaires ;

- organiser des ateliers de formation et de concertation en vue de favoriser un échange d'expériences et de promouvoir une réflexion endogène sur les problèmes humanitaires en Afrique.